



NON A LA FERMETURE DE SIX CIO DANS LE 93 !!!

Communiqué des organisations SNES-FSU 93, SNASUB-FSU 93, SNEP-FSU 93, SN-FO-LC 93, SUD Education 93, CGT Educ'action 93, SE-UNSA 93, FCPE 93

Depuis 16 ans, la Seine-Saint-Denis connaît une hausse démographique continue du nombre d'élèves scolarisés dans le second degré. Elle affronte depuis 2008 les conséquences de la crise économique sur des populations fragiles et une forte population d'élèves décrocheurs et non-francophones. Les CIO sont donc tout particulièrement sollicités. Les organisations signataires considèrent que le nombre de conseillers d'orientation-psychologues est insuffisant pour faire face et leur permettre d'exercer pleinement leurs missions : le développement du service public est une nécessité, dans le cadre d'un plan de développement de l'éducation en Seine-Saint-Denis.

C'est dans ce contexte que le Conseil Départemental 93 a décidé de se désengager du financement des 8 CIO dont il a la charge : il n'assure plus ni les frais de fonctionnement ni ceux des loyers depuis le 1er janvier 2016 ! La convention signée entre le rectorat et le CD 93 pour cette année laisse la gestion du fonctionnement au CD 93 tandis que le rectorat prend en charge son financement. Pour septembre 2017, le rectorat annonce la fermeture de 6 CIO, résultat de la carte cible et du désengagement du CD. Aucune discussion avec les élus du conseil départemental ni aucun vote n'a eu lieu sur le désengagement alors qu'il doit aboutir à 6 fermetures de CIO.

Pourtant cette décision lourde de conséquence, impactera l'ensemble des CIO et leurs publics.

Supprimer les CIO :

C'est supprimer un service public de proximité gratuit au service des jeunes, élèves ou décrocheurs, des parents, des allophones, des élèves du privé, des étudiants, des adultes ;

C'est perdre un peu plus le contact avec les décrocheurs et les élèves venant d'arriver en France, particulièrement nombreux dans le 93 ;

C'est refuser une réflexion sur les besoins de notre public en terme d'accès à un service d'orientation à la hauteur de notre ambition ;

C'est agrandir les secteurs d'intervention d'un CIO et les distances pour les collègues et les familles ;

C'est rendre plus difficile le travail avec les parents et les équipes éducatives des collèges et lycées ;

C'est rendre plus difficile le travail au CIO avec des équipes pléthoriques dans des locaux inadaptés.

Les organisations syndicales réunies refusent la suppression des 6 CIO et exigent :

- ➔ **Le maintien de tous les CIO, des moyens et des postes de toutes les catégories de personnels ;**
- ➔ **Un plan de reprise des CIO menacés de fermeture par le Rectorat et un engagement du CD à contribuer à assurer leur financement tant qu'ils ne sont pas repris par l'État ;**
- ➔ **La connaissance des coûts réels des CIO, et des moyens de fonctionnement à la hauteur des besoins. L'ouverture de négociations entre rectorat, CD, parents d'élèves et représentants des personnel pour un maillage géographique du réseau des CIO sur le département au plus près des besoins de la population.**

Nos organisations appellent à **amplifier le mouvement**, à s'exprimer publiquement de toutes les manières possibles (communiqués de presse, expression des assemblées générales des personnels, motions, courriers communs aux élu-e-s...) et à se joindre aux actions qu'elles appelleront ou soutiendront pour mobiliser et soutenir les CO-Psy, les secrétaires administratifs et les DCIO.

ATTAQUE CONTRE LES C.I.O, RÉAGISSONS !

Union
Solidaires

éducation
Sud93

Les CIO sont les premiers services publics, gratuits et de proximité pour l'information et le conseil sur la scolarité et l'orientation. Ils interviennent auprès d'un large public : tout le public scolaire des collèges et lycées, ainsi que les jeunes en situation de handicap, les jeunes nouvellement arrivés en France, tou-tes les collégien-nes et lycéen-nes se trouvant en situation de non affectation.

Dans plusieurs départements déjà des coupures de financement se sont traduites par des fermetures de CIO, dont les conséquences vont encore une fois pénaliser celles et ceux qui ont le plus besoin de services publics. Après le 77 l'année dernière, c'est au tour du 93 d'être touché : sur les 17 CIO actuellement ouverts, six devraient fermer (Stains, Blanc Mesnil, Bobigny, Aulnay, Bondy, Gagny), le Conseil départemental ayant décidé de se désengager de leur budget de fonctionnement et l'Etat, via le Rectorat, n'en reprenant qu'une partie.

C'est proprement inacceptable ! L'Etat doit négocier avec les Conseils Départementaux et organiser un plan de reprise progressive de l'ensemble des CIO !

Ce qui se joue ici c'est la suppression des CIO nationaux et avec eux d'un véritable service public d'orientation. Cette casse est le fruit de mesures concertées, guidées par des logiques d'austérité et de privatisation rampante du service public d'éducation :

-Les lycées mettent en place des interfaces numériques (actuel-cidj.info par exemple) qui dématérialisent complètement l'information sur l'orientation.

-Les Conseils départementaux se désengagent financièrement des CIO.

Cette politique va avoir de lourdes conséquences pour les personnels comme pour les élèves du 93 :

- ➔ -L'intégration des élèves allophones, très présent-es dans notre département, va être gravement remise en cause : du fait de la réduction des CIO, la prise en charge de leur dossier va être beaucoup plus longue, retardant d'autant plus leur scolarisation
- ➔ -L'évolution du statut des Copsy (dont les postes au concours diminuent d'année en année par ailleurs) met en avant leur rôle de psychologue plus que d'orientation, privant ainsi les élèves d'interlocuteurs-trices spécialisé-es
- ➔ -Des procédures d'orientation bâclées, c'est toujours plus de tri social et de reproduction des inégalités
- ➔ -Les inégalités territoriales vont se creuser, dans un département déjà amputé de nombreux services publics de proximité. Les élèves devront faire des km pour aller s'informer sur leur orientation
- ➔ -De fait, le travail d'orientation va se reporter sur les professeur-es principaux-ales, alourdissant toujours plus la charge de travail de nos collègues

Contre les politiques d'austérité qui cassent le service public d'éducation :

Refusons de céder l'orientation à des entreprises privées !
Défendons les services publics de proximité dont ont besoin nos élèves tout au long de leur scolarité !

Construisons la mobilisation !

Sud Education 93 appelle à la réunion d'AG de villes pour organiser une mobilisation large, rassemblant personnels et parents d'élèves Sud Education 93, au sein de l'intersyndicale départementale, œuvre à la construction d'un mouvement de lutte massif, et à la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour le 93 donnant les moyens humains et matériels nécessaire aux besoins des élèves et des personnels!

Contacts:

Permanence à la Bourse du travail de Saint-Denis, les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h à 17h,

9-11 rue Génin, 93200 Saint-Denis (Métro Saint-Denis porte de Paris)

- Téléphone : 01.55.84.41.26 ou 06.88.66.47.23

- mail :

contact@sudeducation93.org